

---

## Nucléaire : les Russes ont mis en échec les négociations sur la non-prolifération

Moscou a bloqué une déclaration commune du Traité de non-prolifération nucléaire la semaine dernière. En cause, un paragraphe sur la centrale de Zaporijjia en Ukraine.

Un échec. À New York, la dixième conférence du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) s'est achevée, vendredi, sur un résultat nul. Au terme de quatre semaines de négociations dans les quartiers généraux de l'Onu, aucune déclaration commune n'a été adoptée par les 191 États membres, dans le contexte explosif de la guerre en Ukraine.

Signé en 1968 et entré en vigueur en 1970, le TNP a pour objectif d'empêcher la propagation des armes nucléaires des États membres, qui se réunissent tous les cinq ans, de favoriser le désarmement des États qui en disposent et de promouvoir la coopération pour une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

### La Russie a bloqué l'adoption du texte

Que s'est-il passé ? La Russie a bloqué l'adoption du texte, qui doit être voté à l'unanimité, fustigeant des déclarations « éhontément politiques ». Dans le viseur de Moscou, un paragraphe qui soulignait une « grande inquiétude » à propos des activités militaires autour des centrales nucléaires ukrainiennes et de « la perte de contrôle » par Kiev de ces installations. Zaporijjia, plus grande centrale d'Europe, prise par les forces russes début mars, piégée au milieu des combats, menace à tout moment de causer une catastrophe nucléaire.

La semaine dernière, celle-ci a même été temporairement coupée du réseau électrique ukrainien pendant quelques heures, avant d'être rebranché peu après. L'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui vérifie si les États membres respectent leurs obligations, se rend sur place cette semaine pour évaluer les conditions de fonctionnement des systèmes.

### Aucun accord international signé en douze ans

Dans un communiqué, l'Autriche, puissance neutre, a dénoncé le double jeu des grandes puissances détentrices de l'arme nucléaire – Russie, Chine, États-Unis, France et Royaume-Uni – qui « **augmentent ou perfectionnent leurs arsenaux** ». Un constat partagé par la branche française de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires, regroupant plus de 570 ONG à travers le monde. L'organisation a dénoncé « **l'absence de calendrier** » pour le désarmement nucléaire et la « **reprise de mesures déjà édictées** ».

Cela fait douze ans qu'aucun accord international sur la sécurité nucléaire n'a été signé : après l'échec de la conférence de 2015, puis le report de celle de 2020 à cause de la pandémie de Covid-19.